



CHAPITRE 97

Loi concernant la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent

[Sanctionnée le 4 avril 1963]

CHAPTER 97

An Act respecting the municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence

[Assented to 4th April 1963]

Préambule.

ATTENDU que les habitants du littoral du golfe Saint-Laurent à l'est du canton de Natashquan ne possèdent aucune organisation municipale;

Attendu que l'érection de ce territoire en municipalité favoriserait le progrès culturel, économique et social de la population qui l'habite;

Attendu qu'il y a lieu de prévoir une organisation municipale particulière, vu les difficultés inhérentes à l'organisation administrative de ce territoire;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Lettres patentes pour ériger territoire en municipalité.

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut octroyer des lettres patentes pour ériger en municipalité le territoire comprenant les cantons suivants: Archipel du Blanc-Sablon, Archipel du Gros Mécatina, Archipel de Kécarpoui, Archipel du Petit Mécatina, L'Archipel Ouapitagone, Archipel de St-Augustin, Archipel de Ste-Marie, Archipel du Vieux Fort, Archipel Washicootai, Beaune, Bellecourt, Bissot, Boishébert, Bonne Espérance, Bougainville, Brest, Brouague, Céry, Charnay, Chevalier, Cook, D'Audhebourg, Duchesneau, Duval, Kégashka, Lagorgendière, Lalande, Legardeur, Liénard, Marsal, Montesson, Musquaro, Peuvret, Phelypeaux, Ponchartrain et Saint-Vincent ainsi que le canton projeté de Verrazzano.

WHEREAS the inhabitants of the coastal region of the Gulf of St. Lawrence east of the township of Natashquan have no municipal organization;

Whereas the erection of such territory as a municipality would promote the cultural, economic and social development of the population thereof;

Whereas it is expedient to provide for a special municipal organization in view of the difficulties inherent in the administrative organization of such territory;

Therefore, Her Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council may issue letters patent to erect as a municipality the territory comprising the following townships: Archipel du Blanc-Sablon, Archipel du Gros Mécatina, Archipel de Kécarpoui, Archipel du Petit Mécatina, L'Archipel Ouapitagone, Archipel de St-Augustin, Archipel de Ste-Marie, Archipel du Vieux Fort, Archipel Washicootai, Beaune, Bellecourt, Bissot, Boishébert, Bonne Espérance, Bougainville, Brest, Brouague, Céry, Charnay, Chevalier, Cook, D'Audhebourg, Duchesneau, Duval, Kégashka, Lagorgendière, Lalande, Legardeur, Liénard, Marsal, Montesson, Musquaro, Peuvret, Phelypeaux, Pontchartrain and St. Vincent and the proposed township of Verrazzano.

Préambule.

Erection of municipality by letters patent.

Formation.

2. A compter de la date fixée à cette fin dans les lettres patentes, les habitants du territoire décrit à l'article 1 forment une municipalité désignée sous le nom de "la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent".

2. From the date fixed for such purpose in the letters patent, the inhabitants of the territory described in section 1 shall form a municipality designated under the name of "the municipality of the North Shore of the Gulf of St. Lawrence".

Code municipal applicable.

3. La municipalité est régie par le Code municipal à l'exception des dispositions inconciliables avec celles de la présente loi et de celles que le lieutenant-gouverneur en conseil, par lettres patentes, déclare inapplicables en tout ou en partie à la municipalité ou à une partie de la municipalité.

3. The municipality shall be governed by the Municipal Code, with the exception of such provisions as may be inconsistent with this act and of those which the Lieutenant-Governor in Council, by letters patent, declares inapplicable in whole or in part to the municipality or to a part thereof.

Modifications, etc.

Le lieutenant-gouverneur en conseil peut modifier ou abroger les lettres patentes régissant la municipalité.

The Lieutenant-Governor in Council may amend or repeal the letters patent governing the municipality.

Publication, etc.

4. Les lettres patentes et leurs modifications doivent être publiées dans la *Gazette officielle de Québec* et elles entrent en vigueur à la date déterminée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

4. The letters patent and their amendments shall be published in the *Quebec Official Gazette* and shall come into force on such date as the Lieutenant-Governor in Council shall determine.

Administrateur substitué au conseil municipal.

5. Un administrateur nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil est substitué au conseil municipal et au secrétaire-trésorier de la municipalité et, sous réserve de l'article 3, il en possède les droits, en exerce les pouvoirs et est soumis à leurs obligations.

5. A manager appointed by the Lieutenant-Governor in Council shall take the place of a municipal council and a secretary-treasurer of the municipality and, subject to section 3, shall have their rights and powers and be subject to their obligations.

Remplace officiers municipaux, etc.

L'administrateur est également substitué aux autres officiers municipaux que mentionne le Code municipal mais il peut, par ordonnance, déléguer leurs pouvoirs à d'autres personnes.

Such manager shall also take the place of the other municipal officers mentioned in the Municipal Code and he may, by order, delegate their powers to other persons.

Régie par ordonnances.

6. 1. L'administrateur exerce les pouvoirs du conseil municipal par ordonnance; celle-ci entre en vigueur et a force de loi, s'il n'y est autrement prescrit, quinze jours après celui où elle a été publiée.

6. 1. The manager shall exercise the powers of the municipal council by orders, which shall come into force and have legal effect, unless otherwise provided therein, fifteen days after the date of their publication.

Publication.

2. L'ordonnance qui, en vertu de ses propres dispositions ou de la loi, ne peut entrer en vigueur qu'à compter d'une certaine époque, doit être publiée au moins quinze jours avant cette époque.

2. An order which, by its own provisions or by law, is not to come into force until a stated time, must be published at least fifteen days before such time.

Idem.

3. Chaque ordonnance est publiée dans les trois mois de sa date ou de son approbation définitive dans le cas où elle est soumise à une ou plusieurs des approbations mentionnées au deuxième alinéa de l'article 360 du Code municipal, par un

3. Every order shall be published within three months after its date, or its final approval if it is subject to one or more of the approvals mentioned in the second paragraph of article 360 of the Municipal Code, by a public notice stating the object

avis public dans lequel il est fait mention de l'objet de l'ordonnance, de sa date et de l'endroit où il peut en être pris communication.

Mentions dans l'avis.

Si l'ordonnance est revêtue d'une ou plusieurs des approbations ci-dessus mentionnées, l'avis doit mentionner la date et le fait de chacune d'elles.

Signature de l'avis, etc.

4. Cet avis est donné sous la signature de l'administrateur et publié en affichant une copie au bureau de la municipalité et aux endroits fixés par l'administrateur. Toutefois, une ordonnance qui ne s'applique qu'à une partie de la municipalité doit être publiée dans cette partie.

Délai.

5. Lorsqu'une ordonnance n'a pas été publiée dans le délai prévu au présent article, le ministre peut autoriser sa publication dans le délai qu'il détermine.

Copie au ministre.

6. Une copie conforme de toute ordonnance de l'administrateur doit être transmise au ministre dans les trente jours de sa date.

Désaveu.

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, dans les six mois de la réception de cette copie, désavouer l'ordonnance, en tout ou en partie.

Avis.

8. Avis du désaveu est publié dans la *Gazette officielle de Québec* et, à compter de cette publication, l'ordonnance est de nul effet.

Localités.

7. 1. Toute partie de la municipalité déterminée par le ministre et habitée en permanence par au moins cent personnes forme une localité et porte le nom que désigne le ministre.

Comité local.

2. Lorsqu'une localité est ainsi établie, le ministre peut instituer un comité local, composé d'au plus cinq membres, nommés pour trois ans et auquel l'administrateur peut, par ordonnance, déléguer ses pouvoirs pour cette localité sous réserve de son approbation de chaque décision.

Membres.

3. Le ministre peut, au lieu de faire les nominations, ordonner que les membres du comité soient élus pour trois ans, à l'époque et selon le mode qu'il prescrit.

Qualités requises.

4. Pour être éligible à la charge de membre d'un comité local ou avoir droit de voter à l'élection des membres d'un tel comité, il faut être majeur, citoyen cana-

de l'ordre, the date thereof and the place where the same may be examined.

If the order bears one or more of the above-mentioned approvals, the notice shall announce each such approval and the date thereof.

Approvals to be mentioned.

4. Such notice shall be given over the signature of the manager and published by posting up a copy thereof in the office of the municipality and at the places determined by the manager. Nevertheless an order which applies only to a portion of the municipality must be published in such portion.

Signature, etc., of notice.

5. When an order has not been published within the delay provided in this section, the Minister may authorize the publication thereof within such delay as he shall determine.

Delay.

6. A true copy of every order of the manager shall be forwarded to the Minister within thirty days after its date.

Copy of order to Minister.

7. The Lieutenant-Governor in Council, within six months after receipt of such copy, may disavow the order in whole or in part.

Disavowal.

8. Notice of such disavowal shall be published in the *Quebec Official Gazette* and from such publication the order shall be null.

Notice.

7. 1. Any portion of the municipality determined by the Minister and permanently inhabited by at least one hundred persons shall constitute a locality and shall bear the name designated by the Minister.

Localities.

2. When a locality is so established, the Minister may constitute a local committee of not more than five members appointed for three years, to which the manager, by order, may delegate his powers for such locality subject to his approval for every decision.

Local committee.

3. The Minister, instead of making the appointments, may order that the members of the committee be elected for three years at the time and in the manner prescribed by him.

Members.

4. To be eligible to the office of member of a local committee or to be entitled to vote at the election of the members of such committee, a person must be of full

Qualifications.

dien et avoir son domicile dans la localité depuis au moins un an.

age, a Canadian citizen and have resided in the locality for at least one year.

Comité
général.

8. 1. Le ministre peut instituer un comité général, composé d'un membre de chacun des comités locaux.

8. 1. The Minister may constitute a general committee, composed of one member from each of the local committees.

Nomina-
tions.

2. Les nominations à ce comité sont faites annuellement par chaque comité local au temps prescrit par le ministre.

2. The appointments to such committee shall be made annually by each local committee at the time prescribed by the Minister.

Réunions.

3. Ce comité, dont le rôle est consultatif, se réunit au moins une fois par année pour prendre connaissance du rapport de l'administrateur et faire connaître au ministre ses commentaires et suggestions.

3. Such committee, whose functions shall be advisory, shall meet at least once a year to take cognizance of the manager's report and make its comments and suggestions to the Minister.

Morcele-
ment.

9. Toute partie du territoire de la municipalité créée en vertu de la présente loi peut en être détachée sur la recommandation du ministre ou à la demande des intéressés et être érigée en municipalité de village ou de campagne. Sous cette réserve, cette érection se fait selon les dispositions du Code municipal et à compter de celle-ci, ce territoire et ses habitants cessent d'être régis par la présente loi.

9. Any portion of the territory of the municipality created by this act may be detached therefrom on the recommendation of the Minister or at the request of those interested and be erected as a village or rural municipality. Subject to the foregoing, such erection shall be made in accordance with the provisions of the Municipal Code and thereafter such territory and its inhabitants shall cease to be governed by this act.

Traite-
ment.

10. Le traitement de l'administrateur est fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil.

10. The salary of the manager shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Paie-
ment.

Ce traitement et les frais de voyage de l'administrateur dans l'accomplissement de ses devoirs sont payés à même les deniers votés à cette fin par la Législature.

Such salary and the travelling expenses of the manager in the discharge of his duties shall be paid out of the moneys voted for such purpose by the Legislature.

Applica-
tion de la
loi.

11. Le ministre des affaires municipales est chargé de l'application de la présente loi.

11. The Minister of Municipal Affairs shall have charge of the carrying out of this act.

Entrée en
vigueur.

12. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

12. This act shall come into force on the day of its sanction.